

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JUILLET 1913.

Projet de loi établissant une taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. DE LIEDEKERKE.

MESSIEURS,

La nécessité de créer de nouvelles ressources pour assurer la défense de notre patrie et permettre l'application de la loi nouvelle sur le recrutement de l'armée, justifierait à elle seule la création d'un impôt sur les automobiles et les nouveaux moyens de locomotion mécanique, même si les autres principes qui doivent guider le législateur dans la création de nouvelles taxes ne venaient corroborer cette façon de voir.

En effet, sans admettre la thèse qui prétend que les moyens nouveaux de locomotion mécanique sont les facteurs les plus importants de la détérioration des routes, des berges des canaux et des rivières, ils sont certainement une des causes importantes de la dépense, toujours plus grande, imposée à l'État pour entretenir et améliorer sans cesse son réseau de routes et de voies navigables; jusqu'à présent, pourtant, l'État ne perçoit aucune recette spéciale de ce chef.

S'il est donc juste, d'une part, d'atteindre dans la mesure du possible chaque habitant, en proportion de l'usage qu'il fait de la chose publique, il est également juste, d'autre part, de l'atteindre en proportion de son avoir personnel si possible; or, il est bien certain que ceux qui peuvent se

(1) Projet de loi, n° 292.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. BERLOZ, DE LIEDEKERKE, WAUVERMANS, MECHELYNCK, LIEBAERT et WOESTE.

servir d'une façon habituelle des nouveaux moyens de locomotion utilisent plus que les autres certains objets de la communauté, et que le fait d'être propriétaire de ces engins est une présomption d'aisance si pas de fortune.

Ces considérations ont fait admettre le principe de l'impôt sur les véhicules à moteur par l'ensemble de la section centrale. Deux membres pourtant ont rejeté l'impôt, en contestant sa nécessité dans la situation actuelle, la progression des recettes de l'État devant, d'après eux, suffire à couvrir les dépenses militaires nouvelles, sans augmentation des impôts.

La section centrale se trouvait également saisie d'un projet de taxe frappant le transport en commun des personnes. Quoique le principe de la taxe fût en soi très défendable, puisque l'on désirait remplacer par celle-ci l'ancienne contribution personnelle sur les chevaux, que payaient beaucoup de sociétés de transport, la section n'a pas cru pouvoir accepter cet impôt dans la forme proposée.

Le projet désirait, entre autres, atteindre :

- 1° les sociétés exploitant les lignes de la Société nationale des chemins de fer vicinaux ;
- 2° les tramways urbains ;
- 3° les services de bateaux servant au transport des personnes.

La section centrale a estimé qu'en imposant la première catégorie de transports, on frapperait d'un droit l'exploitation d'un quasi service public d'intérêt général et, qu'en somme, si l'on affaiblissait par là la situation financière de ces sociétés, on nuirait par le fait même à celle des provinces et des communes, qui sont, avec l'État, les plus importants actionnaires de la Société nationale.

Quant aux tramways urbains, il lui a paru peu équitable de les atteindre sur leurs véhicules, étant donné que les trois plus puissantes sociétés de cette espèce possèdent des actes de concession et un cahier des charges contenant une disposition dans le sens suivant : « Les redevances com- » prennent le droit de stationnement des voitures de service, et toutes » autres taxes existantes ou à établir sur lesdites voitures, soit au profit » des communes, des provinces ou de l'État ».

Une autre formule d'impôt basée sur la force motrice remplaçant les chevaux, et non sur les voitures, lui eût paru plus rationnelle.

En ce qui concerne les transports en commun des personnes par voie d'eau, la section a jugé que la plupart de ces services étant temporaires et capables de transporter beaucoup de monde en une fois, et qu'en plus, leurs exploitations n'étant guère rémunératrices en général, la taxe proposée eût été trop onéreuse, peu fructueuse et qu'il était préférable d'y renoncer.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier établissant le principe de la taxe et faisant une énumération exemplative et non limitative des véhicules frappés par elle a donné

lieu à une légère modification, la section proposant d'y ajouter les mots : « soit au transport des personnes, soit au transport sur route des marchandises. »

Les motifs de cette adjonction sont les suivants.

Les gros tracteurs industriels sont actuellement taxés dans sept provinces sur neuf, et l'impôt que l'on propose de leur appliquer ne sera pas plus lourd que celui existant actuellement.

Il est certain aussi que si ce moyen de transport se généralise, les routes en souffriront; il est donc sage de prévoir cette éventualité et de créer, à côté d'une dépense nouvelle probable, une recette nouvelle correspondante.

Il y a, en plus, dans l'usage actuel de ces tracteurs, un certain luxe que l'on peut très justement chercher à atteindre. L'on peut aussi voir dans cette proposition le désir de protéger, dans une certaine mesure, le petit commerce contre la concurrence croissante des grandes maisons.

La section centrale, en ajoutant la phrase : « soit au transport sur route des marchandises », n'entend pas frapper par là les moteurs agricoles ou industriels qui pourraient, à certains jours, se transporter sur les routes, même munis de leurs accessoires, quand ils se rendront au lieu de leur travail, par exemple une batteuse ou charrue à moteur.

ART. 2.

L'article 2 désignant les personnes devant payer la taxe, c'est-à-dire tous ceux qui possèdent ou détiennent un véhicule dont ils font usage, n'a subi qu'une modification de rédaction. La suppression des mots : « pour le transport des personnes » s'explique tout naturellement par l'adjonction faite à l'article premier.

ART. 3.

L'article 3 fixe la base de la perception et son quantum; il n'a, lui aussi, subi qu'une simple modification de rédaction.

La section a examiné les différentes bases de perception de l'impôt, tant en Belgique qu'à l'étranger, et s'est ralliée à la base proposée par le projet en discussion comme étant la plus simple, la plus généralement admise et en somme la plus logique. Le taux de l'impôt proposé a semblé, lui aussi, raisonnable; comme le dit l'exposé des motifs, il est en quelque sorte une moyenne entre ceux actuellement exigés par les provinces et ne semble pas exagéré, surtout étant donné le dégrèvement proposé à l'article 4 pour les voitures ayant 5 ans d'âge.

Fallait-il réduire quelque peu le droit pour les voitures en dessous de 12 chevaux, le maintenir à 12 francs pour celles de 12 à 30 chevaux par exemple, et le porter à 15 francs pour les véhicules plus forts? C'est une question que la Section a tranchée par la négative, en émettant le désir

de voir adopter, pour le calcul de la force en chevaux, une formule douce, la formule allemande, par exemple $17 \times D^2$ ou $19 \times D^2$ au maximum, en ce qui concerne les 4 cylindres.

Si l'on avait admis de réduire la taxe pour les voitures en dessous de 12 chevaux, il eut fallu, pour être logique, augmenter celle des voitures fortes, et la section centrale a trouvé cette dernière suffisante.

Une autre considération a encore amené la section centrale à conclure dans ce sens; grâce aux progrès de la technique moderne, la tendance générale est d'utiliser des voitures de force moyenne, 20 chevaux par exemple, et, par ce fait, l'impôt proposé n'a semblé en rien excessif.

Il a paru que les voitures très fortes indiquaient, surtout maintenant, une grosse fortune et un luxe réel, mais qu'elles étaient suffisamment taxées; qu'il ne fallait pas avoir l'air de vouloir les prohiber, en augmentant le droit, ou les favoriser en le diminuant.

ART. 4.

L'article 4 désigne certains véhicules pour lesquels une diminution d'impôt est accordée, entre autres ceux servant principalement aux services des pouvoirs publics et accessoirement à des usages privés.

En second lieu, ceux servant à l'exercice de certaines professions. Quelles sont ces professions? Celles pour lesquelles l'emploi de chevaux mixtes est reconnu par la loi actuelle.

La section centrale croit encore bien faire en demandant une réduction de taxe pour les autos âgées de 5 ans et payant la taxe au taux plein; en voici les raisons: cette diminution est indispensable, si l'on ne désire pas faire un tort réel à l'industrie de l'auto et annihiler le commerce et la vente des automobiles d'occasion, vente qui deviendrait presque impossible si un véhicule usagé devait acquitter la même taxe qu'une voiture neuve.

En outre, les automobiles perdent extrêmement vite, par l'usage, une très réelle partie de leur valeur marchande. Il est bien certain, du reste, que les autos ayant 5 ans d'usage ont un rendement sensiblement inférieur aux autres. Il n'est donc pas juste de faire payer à cette catégorie de véhicules la même taxe qu'aux voitures modernes. Il est bien entendu que ce sera le contribuable qui aura à faire la preuve que son châssis a 5 ans de fabrication.

Une autre catégorie de véhicules a paru avoir droit à la même réduction.

Nous voulons parler des bateaux et canots à vapeur ou à moteur, de luxe, d'excursion, de yachting, etc.

Si ces engins sont une preuve d'une certaine aisance, 1° ils ne servent en général qu'une partie de l'année; 2° ils ont pour la plupart une valeur vénale inférieure à celle des automobiles, et 3° ils imposent à l'État des frais et des dépenses moindres que les véhicules sur route.

Les personnes faisant profession habituelle du louage de ces moyens de navigation ne seront du reste astreintes qu'à la taxe du quart.

La section centrale propose également d'ajouter à cet article, parmi les véhicules ne payant que le quart de la taxe, ceux servant au transport sur route des marchandises.

Les raisons de cette modification ont été données plus haut.

ART. 5.

L'article 5 prévoit le cas où quelqu'un prendrait un des moyens de locomotions, taxés par le projet, en location permanente ou d'une certaine durée. Cet instrument deviendrait pour le locataire un objet sujet à la taxe au taux plein, puisqu'il en aurait l'usage habituel; dans ce cas, la taxe déjà payée par le loueur viendrait en déduction de celle que devrait le locataire.

Ce dernier pourrait faire la preuve de la location par tous moyens de droit.

L'interprétation de cet article doit du reste être la même que celle donnée à l'article 44 de la loi du 28 juin 1822, dont il s'inspire.

ART. 6.

Les modifications à cet article s'expliquent aisément par les considérations qui précèdent.

ART. 7.

L'article 7 prévoit des réductions de droit très équitables suivant le moment de l'année où commence l'usage des véhicules imposés, et n'a donné lieu qu'à une modification de rédaction.

ART. 8.

Cet article règle la situation des étrangers vis-à-vis du fisc belge.

ART. 9.

L'article 9, visant les formalités à remplir pour la déclaration de la matière imposable, n'a donné lieu qu'à certaines modifications légères.

Le paragraphe 1^{er} de cet article exige que l'on déclare avant le 1^{er} janvier les autos en usage à cette date.

Pour celles acquises après cette date, il faudra en faire la déclaration au moment de l'acquisition, et, cette déclaration faite, le propriétaire aura huit jours pour acquitter la taxe.

L'alinéa 3 du § 1^{er} permet au contribuable de rendre sa déclaration

valable pour plusieurs années. Il est entendu que lui seul aura ce droit et qu'il ne l'aura que par une déclaration spéciale.

Le paragraphe 2 du même article oblige les particuliers vendant une automobile à en faire la déclaration; il ne faut pas voir dans cette formalité une délation déguisée, rien ne les oblige à donner le nom de l'acheteur.

La section centrale propose également de faire disparaître le 2^e alinéa du § 3 de cet article. Le paragraphe précédent ainsi que le § 3 de l'article 14 étant suffisants pour permettre de prendre les mesures utiles à la perception de l'impôt.

La section centrale propose de faire un § 5 de la dernière phrase de l'article 9.

ART. 10.

Cet article prévoit le cas de réclamations éventuelles contre le projet de taxation et n'a donné lieu à aucune observation spéciale.

ART. 11.

Le paragraphe 1^{er} édicte les peines applicables en cas de contravention à la loi; ce sont celles prévues en général par les lois fiscales, et la section centrale propose de les adopter.

Le paragraphe 2 étend aux contraventions à la loi toutes les règles applicables aux contraventions en matière de contribution personnelle. La taxe actuelle devant être assimilée en tous points à la contribution personnelle. Cela va de soi.

Le § 3 de l'article 11 semble quelque peu draconien, mais, en matières fiscales, il est d'usage. Une note en annexe fait connaître la définition des mots d'agents de la surveillance, nous n'en parlerons donc plus. Ce sont en un mot ceux que désigne l'article 108 de la loi du 28 juin 1822. La section centrale entend que l'on use avec une extrême réserve des facultés d'inquisition que la loi autorise, qui doivent plutôt être une clause de style fiscal qu'autre chose. Elle n'admet ce droit de visite que pour les garages ou lieux de dépôts quasi publics. Moyennant ces réserves, le § 3 de l'article 11 a été adopté.

ART. 12.

La section centrale, en modifiant quelque peu cet article, désire marquer l'intention formelle du législateur, qui veut empêcher dorénavant toute nouvelle taxe provinciale ou communale en dehors des centimes additionnels autorisés.

ART. 13.

Le Gouvernement, toujours soucieux de ne pas compromettre les finances provinciales et communales, restituera à ces pouvoirs publics, par des

subsidés compensatoires, le déchet que l'application de cette loi pourrait amener dans leurs recettes comparées à celles de 1913.

Cette augmentation se fera après comparaison des recettes produites par la taxe sur les autos et celles produites par le nouveau droit qui doit remplacer la patente proportionnelle.

La recette accusée par les provinces et donnant lieu à compensation devra être la recette nette faite par elles en 1913.

ART. 13^{bis}

La Section propose d'ajouter au projet de loi un article 13^{bis}.

ART. 14.

L'article 14 est adopté.

Deux membres présentent les observations suivantes :

Le projet sur les automobiles a été déposé le 11 juin, en même temps que les autres projets, par le Gouvernement qui les a fait précéder d'un *Exposé général*; les sections ont nommé pour les cinq projets les mêmes rapporteurs; elles ont constitué ainsi en fait une seule section centrale dont les travaux ont porté simultanément sur tous les projets dont elle était saisie.

Ces projets constituent un ensemble qui donne lieu à des observations générales.

Mais la section centrale a décidé d'arrêter le rapport sur la taxe des automobiles dès aujourd'hui, avant d'avoir achevé l'examen des autres projets et d'en autoriser le dépôt immédiat sur le bureau de la Chambre, en estimant toutefois que la Chambre ne devrait commencer l'examen des projets d'impôts et la discussion générale à laquelle ils donneront lieu, qu'après le dépôt des rapports sur les cinq projets.

Dans ces conditions, nous nous réservons de déposer éventuellement, lors de l'examen en section centrale du rapport sur l'un des projets dont elle est encore saisie, une note justifiant nos votes sur l'ensemble des projets d'impôts.

L'ensemble du projet tel qu'il vous est soumis a été adopté par 3 voix contre 2.

Le Rapporteur,
C^{te} PIERRE DE LIEDEKERKE.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.

ANNEXE

Questions posées par la Section centrale et réponses du Gouvernement.

1^{re} Question.

1^o Quelles sont, nominativement, dans l'esprit du Gouvernement, les sociétés qui seront exemptées de la taxe de 30 francs en vertu de l'article 6 du projet (n° 292)?

2^o La Section centrale est avisée que certaines sociétés de trams et de tramways prétendent ne pas être atteintes par les nouveaux impôts, par exemple les Tramways bruxellois, etc., etc.

Le Gouvernement veut-il nous donner son avis à ce sujet?

3^o Quel sort réserve-t-on aux sociétés exploitant les lignes construites par la Société nationale des tramways vicinaux?

Réponses.

1^o La Société nationale des chemins de fer vicinaux, constituée à l'intervention presque exclusive des pouvoirs publics, bénéficiera de l'exemption prévue par le n° 1 de l'article 6 du projet.

L'immunité sera conforme aux intentions du législateur, qui a exempté cette Société du droit de patente et de toutes taxes communales ou provinciales (art. 24 de la loi du 28 mai 1884, remplacé par l'article 44 de celle du 11 juin 1885).

L'exemption s'appliquera également aux véhicules affectés aux services publics de l'État, de la province et de la commune.

2^o Toutes les sociétés de tramways seront assujetties à la taxe.

En vertu d'une clause de leur cahier des charges, certaines sociétés sont exonérées de toute taxe au profit de l'État, de la province ou de la commune; mais cette stipulation ne peut viser que des taxes qui atteindraient ces sociétés seules, sous la forme de péages déguisés, et non pas des taxes de droit commun, c'est-à-dire ayant un caractère général.

S'il en était autrement, la clause serait inconstitutionnelle, l'article 442 de la Constitution interdisant tout privilège en matière d'impôts et stipulant que les exemptions ne peuvent être accordées que par une loi.

Or, un cahier des charges n'est pas une loi. Même s'il est approuvé par la Législature, cette ratification n'imprime pas à la convention le caractère d'une loi et ne peut être opposée à l'État agissant comme pouvoir souverain.

pour le recouvrement d'un impôt. (*Pandectes belges*, V^e Conventions, n^{os} 24 à 24, 30, 33 à 37; V^e Loi en général, n^o 19; Cassation, 11 décembre, 1882, Appel, Bruxelles, 14 avril 1883.)

3^o Comme le fait remarquer l'Exposé des motifs (page 5), ces sociétés ne pourront bénéficier de l'exemption; l'article 11 de la loi du 24 juin 1885 est, en effet, de stricte interprétation. C'est ainsi que lesdites sociétés acquittent, depuis toujours, le droit de patente. La taxe proposée ne constituera pas un double emploi; toutes les sociétés soumises au droit de patente n'en paient pas moins la contribution foncière sur leurs immeubles et la contribution personnelle sur leurs magasins, leurs ouvriers domestiques, leurs chevaux mixtes et les chevaux utilisés à la traction des tram-cars.

2^e Question.

Que faut-il entendre exactement par les mots *agents de la surveillance* employés dans l'article 11, § 5, du projet n^o 292 (véhicules à moteur) et dans l'article 7 du projet n^o 293 (cinémas)?

Réponse.

Il faut entendre respectivement par ces mots les agents désignés aux articles 108 de la loi du 28 juin 1822 sur la contribution personnelle et 34 de la loi du 21 mai 1819 concernant le droit de patente :

Article 108 de la loi du 28 juin 1822.

« Tous employés appartenant au Département des recettes et tous ceux
» préposés au recouvrement des impositions communales seront compétents
» pour constater les contraventions à la présente loi, pourvu qu'ils soient
» porteurs de leurs commissions. »

Article 34 de la loi du 21 mai 1819.

FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS CHARGÉS D'ASSURER L'EXÉCUTION. — PROCÈS-VERBAL
CONCERNANT LES CONTRAVENTIONS.

ART. 34. — « Le soin de veiller à ce qu'aucun patentable n'élide les
» obligations qui lui sont imposées par la présente loi est particulièrement
» confié aux chefs des administrations communales, aux directeurs, inspec-
» teurs, contrôleurs, percepteurs et porteurs de contraintes des contributions
» directes, qui tous seront tenus de constater, par un rapport ou procès-
» verbal, dressé sous la foi du serment qu'ils ont prêté en leur qualité
» respective, toutes les infractions à la présente loi qui parviendraient à
» leur connaissance. Tous autres fonctionnaires ou employés assermentés

» de l'Etat ou des communes sont pareillement autorisés à dénoncer les
» infractions et à en dresser acte ou procès-verbal, ainsi qu'il est dit
» ci-dessus. »

3^e Question.

Dans la réponse à une question de la Section centrale, M. le Ministre emploie la phrase suivante :

« L'exemption s'appliquera également aux véhicules affectés aux services
» publics de l'État, de la province et de la commune. »

La Section centrale désire précisément savoir quels sont les véhicules qui ne sont pas compris dans ces catégories.

Réponse.

L'exemption s'appliquera aux véhicules affectés aux services publics des chemins de fer de l'État, des postes, des ponts et chaussées, des pompiers, des hôpitaux, etc.; en un mot, à tous services publics organisés par l'État, la province ou la commune, dans la sphère de leurs attributions légales.

Cette immunité ne s'étendra pas conséquemment aux autres véhicules qui seraient utilisés par les pouvoirs publics, notamment pour l'exploitation des tramways en régie. C'est par application des mêmes principes que la Cour d'appel de Gand a déclaré la ville d'Ostende sujette à patente du chef de l'exploitation des bains de mer et des concerts du Kursaal. (Arrêt du 9 mai 1913.)

AMENDEMENTS

PROJET	TEKST UITGAANDE VAN
DU GOUVERNEMENT	DE REGEERING
ET	EN
AMENDEMENTS PRÉSENTÉS	AMENDEMENTEN VOORGESTELD
PAR	DOOR
LA SECTION CENTRALE.	DE MIDDENAFDEELING.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi une taxe annuelle, au profit de l'État, sur les véhicules à moteur servant au transport des personnes.

Sont compris sous cette dénomination, notamment, les voitures automobiles, les motocyclettes, les motocycles, les canots automobiles, les bateaux à vapeur et, en général, tous instruments de locomotion mécanique par terre ou par eau.

ART. 2.

La taxe est due par quiconque emploie pour son propre usage, ou exploite pour le transport des personnes, un ou plusieurs véhicules désignés dans l'article premier, soit qu'il en ait la propriété ou la possession personnelle, soit qu'il en ait la disposition permanente ou habituelle par louage ou autre convention.

ART. 3.

§ 1^{er}. La taxe est fixée, en général, à raison de la puissance du moteur, au taux de 12 francs par cheval-vapeur; les fractions de cheval-vapeur ne dépassant pas la moitié sont négligées et celles dépassant la moitié sont comptées pour une unité.

§ 2. Pour les véhicules employés dans les entreprises de transport en commun, tels que les autobus, les tram-

EERSTE ARTIKEL.

Ten voordeele van den Staat wordt eene jaarlijksche taxe gevestigd op de motorvoertuigen dienende tot het vervoer van personen.

Onder die benaming worden gerangschikt, namelijk : de motorrijtuigen, de motortweewielen, de motorcycles, de motorbooten, de stoomvaartuigen en, in 't algemeen, alle werktuigen tot machinale voortbeweging te land of te water.

ART. 2.

De taxe is verschuldigd door al wie één of meerdere onder het eerste artikel vermelde voertuigen tot zijn eigen gebruik bezigt, of tot het vervoer van personen exploiteert, hetzij hij er den eigendom of het persoonlijk bezit van heeft, hetzij hij, door huur of andere overeenkomst, bestendig of gewoonlijk daarover beschikt.

ART. 3.

§ 1. In 't algemeen, wordt de taxe gesteld naar evenredigheid van de kracht van den motor, tegen 12 frank per eenheid paardekracht; de gedeelten van een eenheid paardekracht welke de helft niet overschrijden, worden verwaarloosd en die welke de helft te boven gaan worden voor eene eenheid gerekend.

§ 2. Voor de voertuigen gebruikt in de ondernemingen van gemeenschappelijk vervoer, zooals de autobussen, de

Amendements de la Section centrale.

Amendementen der Middenafdeeling.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Il est établi une taxe annuelle, au profit de l'État, sur les véhicules à moteur, servant soit au transport des personnes, *soit au transport sur route des marchandises.*

Sont compris sous cette dénomination, notamment, les voitures automobiles, les motocyclettes, les motocycles, les bateaux et canots à vapeur ou à moteur et, en général, tous instruments de locomotion mécanique par terre ou par eau.

Ten voordeele van den Staat wordt eene jaarlijksche taxe gevestigd op de motorvoertuigen dienende, hetzij tot het vervoer van personen, *hetzij tot het goederenvervoer langs de wegen.*

Onder die benaming worden gerangschikt, namelijk : de motorrijtuigen, de motortweewielen, de motoreycles, de stoom- of motorvaartuigen en -booten en, in 't algemeen, alle werktuigen tot machinale voortbeweging te land of te water.

ART. 2.

ART. 2.

Supprimer les mots :

De woorden :

... « pour le transport des personnes ».

... « tot het vervoer van personen », **te doen wegvallen**

ART. 3.

ART. 3.

Le rédiger ainsi :

Het te doen luiden als volgt :

La taxe est *due en raison* de la puissance du moteur. *Le taux est* de 12 francs... (Le reste comme au § 1^{er} du projet.)

De taxe is *verschuldigd* naar evenredigheid van de kracht van den motor. *Zij bedraagt* 12 frank per eenheid paardekracht... (Het overige zooals in § 1 van het ontwerp.)

Supprimer le § 2

§ 2 te doen wegvallen.

Projet du Gouvernement.**Ontwerp van de Regeering.**

ways à vapeur ou à l'électricité, les embarcations à vapeur, la taxe est fixée à 30 francs par dizaine de places des véhicules moteurs ou remorqués. Les fractions inférieures à six places sont négligées; à partir de ce nombre, les fractions sont comptées pour une dizaine.

Art. 4.

La taxe fixée par le § 1^{er} de l'article 3 est réduite à la moitié pour les véhicules qui, affectés principalement soit à un service public de l'État, de la province ou de la commune, soit à l'exercice d'une profession, sont employés accessoirement à des usages de luxe, de commodité ou d'agrément.

Elle est réduite au quart pour les automobiles de place et les autres véhicules donnés en location par course ou voyage.

Art. 5.

La taxe due par le propriétaire d'un véhicule mis à la disposition permanente ou habituelle d'un tiers peut valoir en déduction de celle due par celui-ci, pourvu qu'il soit justifié du louage ou d'une autre convention.

stoom- of electrische tramwegen, de stoomvaartuigen, wordt de taxe gesteld op 30 frank per tiental plaatsen van de motor- of aangehaaktevoertuigen. De breuken van minder dan zes plaatsen worden verwaarloosd; van dit getal af, worden de breuken gerekend voor een tiental.

Art. 4.

De taxe bepaald door § 1 van artikel 3 wordt tot de helft verminderd voor de voertuigen welke, hoofdzakelijk bestemd hetzij tot een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente, hetzij tot het uitoefenen van een bedrijf, ondergeschikter wijze worden gebezigd tot doeleinden van weelde, van gemak of van vermaak.

Zij wordt tot het vierde verminderd voor de huurautomobielen en de andere per rit of reis in huur gegeven voertuigen.

Art. 5.

De taxe, verschuldigd door den eigenaar van een voertuig dat bestendig of gewoonlijk ter beschikking van eenen derde gesteld wordt, kan in mindering komen van degene welke door dezen verschuldigd is, mits de huur of eene andere overeenkomst bewezen worde.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 4.

Rédiger et compléter cet article comme il suit :

La taxe fixée par l'article 3 est réduite de moitié :

1° Pour les véhicules qui, affectés principalement soit à un service public de l'État, de la province ou de la commune, soit à l'exercice d'une profession, sont employés accessoirement à des usages de luxe, de commodité ou d'agrément;

2° Pour tout véhicule taxé au taux plein dont le châssis a plus de cinq années de fabrication;

3° Pour les bateaux et canots à moteur ou à vapeur.

Elle est réduite au quart pour les automobiles de place, les autobus, les bateaux, les canots et les autres véhicules donnés en location par course ou voyage, ainsi que pour tous les véhicules servant au transport des marchandises sur route.

ART. 5.

(Comme au projet :

ART. 4.

Dit artikel op te stellen en aan te vullen zooals volgt :

De taxe, bepaald in artikel 3, wordt tot de helft verminderd :

1° Voor de voertuigen welke, hoofdzakelijk bestemd hetzij tot een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente, hetzij tot het uitoefenen van een bedrijf, ondergeschikter wijze worden gebezigd tot doeleinden van weelde, van gemak of van vermaak;

2° Voor elk voertuig, met de volle taxe belast, waarvan het onderstel sedert meer dan vijf jaren is gemaakt;

3° Voor de motor- of stoomvaartuigen en -booten;

Zij wordt, tot het vierde verminderd voor de huurautomobielen, de autobussen, de vaartuigen, de booten en de andere per rit of reis in huur gegeven voertuigen, alsmede voor alle voertuigen dienende tot het goederenvervoer langs de wegen.

ART. 5.

(Zooals in het ontwerp).

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 6.

Sont exempts de la taxe :

1° Les véhicules affectés exclusivement à un service public de l'Etat, de la province ou de la commune;

2° Ceux qui sont employés à l'essai par les fabricants ou marchands ou par leurs employés.

ART. 6.

Zijn van de taxe vrijgesteld :

1° De voertuigen uitsluitend aangewend tot een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente;

2° Degene die op de proef worden gebruikt door de fabrikanten of handelaars of door hunne beambten.

ART. 7.

La taxe, au taux plein ou au taux réduit, est due en entier par celui qui fait usage du véhicule avant le 1^{er} juillet; il n'en est dû que la moitié si l'usage commence dans le troisième trimestre, et elle n'est pas exigible si l'usage commence dans le quatrième trimestre.

ART. 7.

De taxe, berekend tegen het vol of tegen het verminderd aanslagcijfer, is in haar geheel verschuldigd door dengene die van het voertuig gebruik maakt vóór den 1^{sten} Juli; de helft er van is slechts verschuldigd indien het gebruik in het derde trimester begint, en zij is niet invorderbaar wanneer het gebruik in het vierde trimester begint.

ART. 8.

La taxe n'est due, pour les véhicules employés en Belgique par des personnes n'ayant ni domicile, ni résidence, ni établissement fixe dans le pays, que si le séjour ou les séjours réunis dépassent trois mois par an.

Dans ce cas, la taxe est fixée à un franc par cheval-vapeur et par mois de séjour; toute fraction inférieure à seize jours est négligée.

ART. 8.

Door personen hebbende noch woon-, noch verblijfplaats, noch vaste nederzetting in het land, is, voor de voertuigen in België gebezigd, de taxe slechts verschuldigd indien het verblijf of de herhaalde verblijven, samengenomen, drie maanden per jaar overtreffen.

In dit geval, wordt de taxe gesteld op één frank per eenheid paardekracht en per maand verblijf; elke breuk van minder dan zestien dagen wordt verwaarloosd.

Amendements de la Section centrale.

ART. 6.

Les 1° et 2° comme au projet.

Ajouter les numéros 3° et 4° suivants :

3° *Ceux qui sont employés par la Société nationale des chemins de fer vicinaux ou les sociétés exploitant les lignes de la Société nationale des chemins de fer vicinaux, ainsi que ceux employés par les tramways concédés ;*

4° *Les bateaux à moteur ou à vapeur servant au transport en commun des personnes.*

ART. 7.

Comme au projet sauf remplacer « in fine » le mot « exigible » par le mot : « due ».

ART. 8.

(Comme au projet.)

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 6.

N^{rs} 1° en 2° zooals in het ontwerp.

De hiernavolgende nummers 3° en 4° toe te voegen :

3° *Degene die worden gebruikt door de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen of de maatschappijen exploiteerende de lijnen der Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen, alsmede die gebezigd door de geconcedeerde tramwegen ;*

4° *De motor- of stoomvaartuigen dienende tot gemeenschappelijk personenvervoer.*

ART. 7.

Zooals in het ontwerp, behalve dat aan 't slot het woord « invorderbaar » moet worden vervangen door het woord : « verschuldigd ».

ART. 8.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

ART. 9.

§ 1^{er}. La taxe est payable avant le 1^{er} janvier si le véhicule imposable est employé à cette date, et, dans le cas contraire, préalablement à tout usage, sur la déclaration faite par le redevable au bureau du receveur des contributions du ressort.

Cette déclaration peut être rendue valable jusqu'à révocation.

En cas d'acquisition ou de remplacement du véhicule avant le 1^{er} octobre, le redevable est tenu d'en faire la déclaration dans la huitaine et d'acquitter immédiatement la taxe ou le supplément de taxe.

§ 2. Celui qui vend ou cède un véhicule imposable doit en faire la déclaration dans la huitaine.

§ 3. Un arrêté royal détermine les règles à suivre pour les déclarations ainsi que pour l'établissement, la constatation et le contrôle de la puissance des moteurs.

Le Gouvernement est autorisé à prendre des mesures spéciales en vue d'empêcher les fraudes, notamment en ce qui concerne les véhicules employés à l'essai.

§ 4. A défaut de déclaration dans le délai prescrit, ou en cas d'insuffisance de la déclaration, le redevable peut être taxé d'office par le contrôleur des contributions, sauf le droit de réclamation et de recours.

La taxe établie d'office est payable immédiatement; elle est assimilée en tous points à la contribution personnelle.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 9.

§ 1. De taxe is betaalbaar vóór 1 Januari indien het belastbaar voertuig op dien datum in gebruik is, en, in het tegenovergesteld geval, vóór alle gebruik, op aangifte door den schatplichtige gedaan ten kantore van den ontvanger der belastingen van het gebied.

Die aangifte kan tot wederopzeggens toe geldig gemaakt worden.

Ingeval van aankoop of van vervanging van het voertuig vóór den 1^{sten} October, is de schatplichtige gehouden daarvan aangifte te doen binnen de acht dagen en dadelijk de taxe of de aanvullingstaxe te betalen.

§ 2. Degene, die een belastbaar voertuig verkoopt of overlaat, moet daarvan aangifte doen binnen de acht dagen.

§ 3. Een koninklijk besluit stelt de regelen vast, in acht te nemen voor de aangiften, alsmede voor de bepaling, de opneming en de contrôle van de kracht der motoren.

De Regeering wordt er toe gemachtigd bijzondere maatregelen te treffen ten einde het bedrog te keer te gaan, inzonderheid betreffende de voertuigen gebezigd op de proef.

§ 4. Bij gebreke van aangifte binnen den voorgeschreven termijn, of ingeval van ontoereikendheid der aangifte, kan de schatplichtige door den controleur der belastingen van ambtswege in de taxe aangeslagen worden, behoudens het recht van beklag en van beroep.

De van ambtswege gevestigde taxe is dadelijk betaalbaar; zij wordt in alle opzichten met de personeele belasting gelijkgesteld.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 9.

ART. 9.

Rédiger le 3^e alinéa comme il suit :

En cas d'acquisition ou de remplacement du véhicule avant le 1^{er} octobre, le redevable est tenu d'en faire la déclaration immédiatement et d'acquitter la taxe ou le supplément de taxe dans la huitaine.

Het 3^{de} lid te doen luiden als volgt :

Ingeval van aankoop of van vervanging van het voertuig vóór den 1^{en} October, is de schatplichtige gehouden daarvan dadelijk aangifte te doen en de taxe of de aanvullingstaxe te betalen binnen de acht dagen.

Supprimer l'alinéa 2 du § 3.

Het 2^{de} lid van § 3 te doen wegvallen.

Modifier comme il suit le dernier alinéa :

La taxe établie d'office est payable immédiatement.

§ 5. La taxe est assimilée en tous points à la contribution personnelle.

Het laatste lid te wijzigen als volgt :

De van ambtswege gevestigde taxe is dadelijk betaalbaar.

§ 5. De taxe wordt in alle opzichten gelijkgesteld met de personeele belasting.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 10.

Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être adressée, dans les trois mois du paiement litigieux ou de la taxation d'office, au directeur provincial des contributions, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision, dans les formes et délais stipulés par les articles 6 et suivants de la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

ART. 11.

§ 1^{er}. Les contraventions à la présente loi ou aux dispositions prises pour son exécution sont punies, indépendamment de la taxe ou du supplément exigible, d'une amende de 50 à 1,000 francs et subsidiairement d'un emprisonnement d'un à huit jours.

§ 2. Les articles 108 à 117 de la loi du 28 juin 1822, relatifs aux procès-verbaux de contravention et aux poursuites en matière de contribution personnelle, sont applicables aux dites infractions.

§ 3. En cas de suspicion de fraude, les agents de la surveillance, munis de leur commission, sont autorisés à visiter, sans aucune assistance, les garages ou autres lieux de dépôt de véhicules

ART. 10.

Elk bezwaarschrift moet, op straffe van verval, binnen drie maanden na de betwiste betaling of na taxeeering van ambtswege, worden ingediend bij den provincialen bestuurder der belastingen; deze doet uitspraak bij eene met redenen omkleede beslissing.

Van die beslissing kan in hooger beroep of in cassatie worden gegaan in de vormen en binnen de tijdruimten bepaald bij de artikelen 6 en volgende der wet van 6 September 1895 betreffende de fiskale aanslagen in zake van rechtstreeksche belastingen.

ART. 11.

§ 1. De overtredingen van deze wet of van de bepalingen, genomen tot uitvoering daarvan, worden gestraft, ongetrekkend de taxe of de invorderbare aanvullingstaxe, met eene boete van 50 tot 1,000 frank en, op vervangende wijze, met eene gevangenisstraf van één tot acht dagen.

§ 2. De artikelen 108 tot 117 der wet van 28 Juni 1822, betreffende de processen-verbaal van overtreding en de vervolgingen in zake personeele belasting, zijn van toepassing op voormelde overtredingen.

§ 3. Ingeval van vermoeden van bedrog, zijn de agenten van het toezicht, voorzien van hunnen aanstellingsbrief, bevoegd om zonder eenigen bijstand, de stel- of andere bergplaatsen van

Amendements de la Section centrale.

ART. 10.

(Comme au projet.)

ART. 11.

(Comme au projet.)

Amendementen der Middelenafdeeling.

ART. 10.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 11.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.**Ontwerp van de Regeering.**

imposables. Tout refus opposé à leur visite est passible de l'amende visée au § 1^{er} du présent article.

belastbare voertuigen te onderzoeken. Alle verzet tegen hun onderzoek is strafbaar met de boete voorzien bij § 1 van dit artikel.

ART. 12.**ART. 12.**

§ 1^{er}. Les impositions provinciales et communales, actuellement établies sur les automobiles, motocyclettes et motocycles, seront abolies à partir de l'année 1914.

§ 1. De provincie- en gemeentebelastingen, thans op de motorrijtuigen, motortweewielen en motorcycles gevestigd, worden afgeschaft met ingang van het jaar 1914.

Les additionnels provinciaux et communaux à la taxe créée par la présente loi ne pourront dépasser respectivement 75 % et 25 % de cette taxe.

De provincie- en gemeenteopcentiemen op de taxe, bij deze wet ingesteld, mogen respectievelijk 75 t. h. en 25 t. h. van deze taxe niet te boven gaan.

Disposition transitoire.**Overgangsbepaling.****ART. 13.****ART. 13.**

Si le montant net des additionnels, perçus d'après les quotités respectives, fixées par l'article 12, n'atteint pas le dernier montant net des impositions abolies par cet article, le Gouvernement allouera annuellement aux provinces et aux communes intéressées des subsides compensateurs, déduction faite éventuellement de l'augmentation des ressources provinciales ou communales provenant de la taxe substituée au droit de patente proportionnel et à la redevance proportionnelle sur les mines.

Indien het zuiver bedrag der opcentiemen, geheven volgens de respectieve percentcijfers, door artikel 12 vastgesteld, niet het laatste zuiver bedrag bereikt van de bij dit artikel afgeschaftte belastingen, zal de Regeering jaarlijks aan de belanghebbende provinciën en gemeenten vergeldende toelagen verleen, na aftrek, bij voorkomend geval, van de vermeerdering der provincie- of gemeentemiddelen voortvloeiende uit de taxe komende in de plaats van het evenredig patentrecht en van het evenredig mijnrecht.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 12.

Rédiger et compléter ainsi l'article 12 :

§ 1^{er}. Les impositions provinciales et communales, actuellement établies sur les automobiles, motocyclettes et motocycles, *sont abolies.*

§ 2. *Seuls pourront être établis des additionnels provinciaux et communaux à la taxe créé par la présente loi, ils ne pourront dépasser respectivement 75 % et 25 % de cette taxe.*

ART. 12.

Artikel 12 op te stellen en aan te vullen zooals volgt :

§ 1. De provincie- en gemeentebelastingen, thans op de motorrijtuigen, motortweewielen en motoreycles gevestigd, *zijn afgeschaft.*

§ 2. *Enkel mogen worden gevestigd provincie en gemeenteopcentiemen op de taxe, bij deze wet ingesteld; zij mogen respectievelijk 75 t. h. en 25 t. h. van deze taxe niet te boven gaan.*

ART. 13.

(Comme au projet.)

ART. 13.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.
—**Ontwerp van de Regeering.**
—**ART. 14.**

La présente loi est exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1914.

ART. 14.

Deze wet is uitvoerbaar met ingang van 1 Januari 1914.

Amendements de la Section centrale.

ART. 13^{bis} (nouveau).

Ajouter un article 13^{bis} ainsi conçu :

A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les automobiles cesseront d'être comprises dans le mobilier imposable à la contribution personnelle.

ART. 14.

(Comme au projet.)

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 13^{bis} (nienw).

Een artikel 13^{bis} toe te voegen luidende :

Te rekenen van het in werking treden van deze wet, worden de motorrijtuigen niet langer begrepen in het aan de personeele belasting onderhevig mobilair.

ART. 14.

(Zooals in het ontwerp.)

(ANNEXE AU N° 332)

Chambre des Représentants.

Projet de loi établissant une taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur.

ANNEXE AU RAPPORT DE LA SECTION CENTRALE.

Tableau présentant certains renseignements au sujet des taxes provinciales sur les automobiles et autres véhicules à moteur et du rendement probable de la taxe proposée.

PROVINCES.	PRODUIT des taxes provinciales 1913.	FORCE TOTALE approximative en chevaux-vapeur des véhicules soumis aux taxes mentionnées ci-contre.	RENDEMENT PROBABLE de la taxe nouvelle à percevoir au profit de		DIFFÉRENCE entre les colonnes 5 et 2.
			l'État à raison de 12 francs par cheval-vapeur.	la province à raison de 9 fr. par cheval-vapeur (0.75 additionnels. Taux maximum).	
1	2	3	4	5	6
Anvers.	133,013 »	15,846	190,152 »	142,614 »	+ 9,599 »
Brabant	549,630 »	55,163	661,956 »	496,467 »	— 53,163 »
Flandre occidentale.	66,720 »	6,973	83,676 »	62,757 »	— 3,963 »
Flandre orientale	103,470 »	8,630	103,560 »	77,670 »	— 25,800 »
Hainaut	199,312 »	16,897	202,764 »	152,073 »	— 47,239 »
Liège	307,923 »	23,511	282,132 »	211,599 »	— 96,324 »
Limbourg	34,177 »	3,036	36,432 »	27,324 »	— 6,853 »
Luxembourg	38,035 »	3,774	45,288 »	33,966 »	— 4,069 »
Namur.	71,986 »	6,401	76,812 »	57,609 »	— 14,377 »
	1,504,268 »	140,231	1,682,772 »	1,262,079 »	— 242,189 »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JULI 1913.

Ontwerp van wet waarbij eene belasting wordt geheven op de motorrijtuigen en andere motorvoertuigen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE LIEDEKERKE.

MIJNE HEEREN,

De noodzakelijkheid om nieuwe geldmiddelen te vinden ten einde 's Lands verdediging te verzekeren en de toepassing van de nieuwe wet op de werving van het leger mogelijk te maken, ware op zichzelf reeds voldoende om eene belasting te heffen op de motorrijtuigen en de nieuwe mechanische middelen van vervoer, zelfs indien de andere beginselen, die den wetgever tot leiddraad hoeven te dienen bij het instellen van nieuwe belastingen, deze zienswijze niet staafden.

Trouwens, zonder in te stemmen met de thésis waarbij wordt beweerd dat de nieuwe middelen van machinaal vervoer de voornaamste oorzaak zijn van het bederven van de wegen, van de bermen der vaarten en rivieren, zijn ze voorzeker eene van de gewichtige redenen der steeds toenemende kosten, den Staat opgelegd voor onderhoud en verbetering van zijn net van banen en bevaarbare wegen. Tot nu toe echter heeft de Staat uit dien hoofde geene bijzondere belasting ingevoerd.

Is het dus, eensdeels, billijk elken inwoner zooveel mogelijk te belasten in verhouding tot het gebruik dat hij maakt van openbaar goed, anderdeels is het insgelijks billijk hem, zoo mogelijk, te treffen naar gelang van zijn persoonlijk vermogen. Stellig is het nu, dat zij die zich gewoonlijk kunnen bedienen van de nieuwe middelen van vervoer, meer dan andere zekere voorwerpen van de gemeenschap aanwenden, en dat eigenaar zijn van een dezer tuigen laat onderstellen dat men bemiddeld, zooniet rijk is.

(1) Wetsontwerp n° 292.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren BERLOZ, DE LIEDEKERKE, WAUWERMANS, MECHELYNCK, LIEBAERT en WOESTE.

Om deze beschouwingen werd het beginsel van de belasting op de motorvoertuigen aangenomen door de gansche Middenafdeeling. Nochtans verwierpen twee leden de belasting; zij betwistten dat zij in den tegenwoordigen toestand noodig was, daar, volgens hen, de toeneming van 's Rijks ontvangsten voldoende moest zijn om die nieuwe legeruitgaven te bestrijden zonder verhooging van belastingen.

Voor de Middenafdeeling was insgelijks aanhangig een ontwerp van belasting op het gemeenschappelijk personenvervoer. Ofschoon het beginsel van de taxe op zichzelf goed is te verdedigen, vermits men daardoor wilde vervangen de vroegere personeele belasting op de paarden, door tal van vervoermaatschappijen betaald, toch dacht de Middenafdeeling deze belasting niet te kunnen aannemen in den voorgestelden vorm.

Onder andere wilde het ontwerp treffen :

- 1° De maatschappijen die de lijnen van de Nationale Maatschappij van Buurtpoorwegen exploiteeren;
- 2° De stedelijke tramwegen;
- 3° De scheepsdiensten tot personenvervoer.

De Middenafdeeling was van oordeel dat men, de eerste soort van vervoer belastend, een recht zou leggen op de exploitatie van een nagenoeg openbaren dienst, van algemeen belang, en dat, zoo men daardoor den financien toestand van deze maatschappijen verzwakte, men daardoor zelf schade zou berokkenen aan die provinciën en gemeenten welke, benevens den Staat, de grootste aandeelhouders der Nationale Maatschappij zijn.

Wat aangaat de stedelijke tramwegen, kwam het haar billijk voor, ze te belasten, althans voor hunne voertuigen.

De drie machtigste maatschappijen van dien aard hebben inderdaad akten van concessie en een lastkohier, waarin voorkomt eene bepaling, nagenoeg luidende als volgt : « De te betalen sommen behelzen het staangeld der gebruikte rijtuigen, alsmede alle andere bestaande of in te voeren taxes op deze rijtuigen ten bate van de gemeenten, van de provinciën of van den Staat. »

Een andere vorm van belasting, gegrond op de beweegkracht die de paarden vervangt, doch niet op de rijtuigen, hadde haar redelijker geschenen.

Wat betreft het gemeenschappelijk personenvervoer te water, achtte de Middenafdeeling dat, vermits meest al deze diensten tijdelijk zijn en veel volk te gelijk kunnen vervoeren en vermits daarenboven hunne ondernemingen doorgaans weinig of niet winstgevend zijn, de voorgestelde belasting te zwaar zou zijn, te weinig zou opbrengen en dat het bijgevolg beter was er van af te zien.

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste artikel, waarbij wordt vastgesteld het beginsel van de belasting en waarin eene uitleggende en niet beperkende opsomming wordt gegeven van de door haar getroffen voertuigen, gaf aanleiding tot eene

lichte wijziging. De Middenafdeeling stelt voor, daaraan toe te voegen de woorden : « hetzij tot het vervoer van personen, hetzij tot het goederenvervoer langs de wegen ».

De redenen van die toevoeging zijn de volgende : De zware motorvoertuigen zijn thans belast in zeven van de negen provinciën en de belasting, welke men voorstelt daarop te heffen, zal niet hooger zijn dan die welke thans bestaat.

Zeker is het ook dat, indien dit vervoermiddel meer algemeen wordt, de banen er door zullen te lijden hebben; het is dus wijs gehandeld, die mogelijkheid te voorzien en, naast eene waarschijnlijke nieuwe uitgave, eene ermede overeenkomende ontvangst tot stand te brengen.

Daarenboven getuigt het huidig bezigen van die motorvoertuigen van zekere weelde, welke men zeer terecht mag trachten te treffen. In dat voorstel kan men ook den wensch zien om den kleinhandel eenigszins te beschermen tegen de steeds toenemende mededinging van de groote handelshuizen.

De Middenafdeeling, door de woorden daaraan toe te voegen : « hetzij tot het goederenvervoer langs de wegen », wil daardoor de landbouw- of nijverheidsmotoren niet treffen, die, op sommige dagen, over de baan zouden rijden, zelfs met hunne bijhoorigheden, wanneer zij zich begeven naar de plaats van hun werk, bij voorbeeld een dorsch- of ploegmotor.

ART. 2.

Artikel 2, waarbij worden aangewezen de personen die de taxe verschuldigd zijn, m. a. w. alwie een voertuig bezit of in bewaring heeft voor eigen gebruik, onderging slechts eene wijziging van tekst. De weglating van de woorden : « tot het vervoer van personen » is zeer natuurlijk uit hoofde van de toevoeging aan het eerste artikel.

ART. 3.

Artikel 3 bepaalt den grondslag en het bedrag van de taxe; ook dit artikel onderging slechts eene wijziging van tekst.

De Middenafdeeling heeft de verschillende grondslagen van inning der belasting, zoowel in België als in den vreemde, onderzocht en zij sloot zich aan bij den grondslag voorgesteld door het ontwerp als zijnde de eenvoudigste, de meest algemeen aangenomen en eigenlijk de meest redematige. Het voorgestelde bedrag der belasting werd ook redematig bevonden; zooals de Toelichting zegt, is het nagenoeg het gemiddeld bedrag van de belastingen thans door de provinciën geheven en het schijnt niet overdreven, gezien vooral de vrijstelling, bij artikel 4 voorgesteld voor elk voertuig dat sedert meer dan vijf jaren is gemaakt.

Moest men de belasting voor de motorrijtuigen van minder dan 12 paardekracht ietwat verminderen, ze op 11 of 12 frank behouden voor die van 12 tot 30 paardekracht, bij voorbeeld, en ze tot op 15 frank verhoogen voor de zwaardere motorvoertuigen? Daarop heeft de Middenafdeeling ont-

kennend geantwoord en tevens den wensch uitgedrukt, voor het berekenen van de paardekracht eene zachte formule, de Duitsche formule, aan te nemen, bij voorbeeld $17 \times D^2$ of ten hoogste $19 \times D^2$, voor de 4 cilindrs.

Had men er in toegestemd, de taxe op de voertuigen van minder dan 12 paardekracht te verminderen, dan had men, redelijkerwijs, die op de zware voertuigen moeten verhoogen, en de Middenafdeeling heeft deze laatste taxe voldoende geacht.

Nog eene andere beschouwing heeft de Middenafdeeling in dezen zin doen besluiten; dank zij den vooruitgang van de moderne techniek, streeft men over 't algemeen er naar, de voertuigen van middelmatige kracht, van 20 paardekracht bijvoorbeeld, te gebruiken, en uit dien hoofde scheen de voorgestelde belasting geenszins overdreven te zijn.

De meening was dat, vooral heden ten dage, de zeer zware voertuigen een blijk waren van een aanzienlijk vermogen en van werkelijke weelde, doch dat zij genoeg waren belast; dat men den schijn niet moest aannemen, deze voertuigen te willen verbieden door de taxe te verhoogen, noch ze te willen begunstigen door de taxe te verlagen.

ART. 4.

Artikel 4 gewaagt van sommige voertuigen, waarvoor eene vermindering van belasting wordt verleend, onder andere die welke hoofdzakelijk zijn bestemd tot de openbare diensten of ondergeschikter wijze tot privaat gebruik.

Ten tweede, voertuigen welke zijn bestemd tot de uitoefening van sommige bedrijven. Welke zijn deze bedrijven? Het zijn diegene waarvoor het benuttigen van paarden voor gemengd gebruik door de bestaande wet wordt erkend.

De Middenafdeeling meent insgelijks wel te doen door eene vermindering van taxe te vragen voor de autos die reeds vijf jaren loopen en het bedrag der taxe ten volle uit betalen; ziehier de redenen daarvan : deze vermindering is noodzakelijk, zoo men geen merkelyk nadeel wil berokkenen aan de autonijverheid en den handel in en den verkoop van automobielen uit de tweede hand niet wil te niet doen, verkoop die schier onmogelyk zou worden, zoo een reeds gebruikt voertuig dezelfde taxe als een nieuw voertuig moest betalen.

Daarenboven verliezen de motorrijtuigen door het gebruik zeer snel een aanzienlijk deel van hare werkelijke handelswaarde. Zeer zeker is het, ten overige, dat de autos, die reeds vijf jaren loopen, merkelyk minder geschikt zijn tot het gebruik dan de andere. Het is dus niet billijk, door dit soort voertuigen dezelfde taxe als door de nieuwe voertuigen te doen betalen. Het is wel verstaan dat de schatplichtige het bewijs moet leveren dat zijn rijtuig reeds vóór vijf jaar werd vervaardigd.

Een andere soort voertuigen scheen recht op dezelfde vermindering te hebben.

Wij bedoelen de booten en vaartuigen met stoom- of motorkracht, de weelde- en plezierbooten, de yachten, enz.

Geven deze booten blijk van een zekeren welstand, toch worden zij, ten eerste, over 't algemeen slechts gedurende een gedeelte van het jaar gebruikt; ten tweede, hebben zij meestal eene lagere handelswaarde dan de automobielen; ten derde, veroorzaken zij den Staat mindere onkosten dan de voertuigen op de wegen.

De personen, wier gewoon bedrijf bestaat in het huren van deze vaartuigen, worden ten overige slechts tot een vierde van de taxe verplicht.

De Middenafdeeling stelt insgelijks voor, in dit artikel te vermelden, onder de voertuigen die slechts een vierde van deze taxe betalen, de voertuigen die dienen tot het vervoer van goederen over de banen.

De redenen van deze wijziging werden hierboven opgegeven.

ART. 5.

Artikel 5 voorziet het geval van iemand die een der door het ontwerp belaste middelen van vervoer in bestendige of tijdelijke huur zou nemen. Dit vervoermiddel zou voor den huurder een voorwerp worden, dat aan de volle taxe zou onderhevig zijn, omdat hij er een bestendig gebruik van maakt; in dit geval zou de taxe, reeds door den verhuurder betaald, afgetrokken worden van die welke de huurder zou verschuldigd zijn.

Deze laatste zou door alle middelen van recht het bewijs van de huur mogen leveren.

De verklaring van dit artikel moet overigens dezelfde zijn als die welke gegeven wordt van artikel 44 der wet van 28 Juni 1822 waarop het steunt.

ART. 6.

Voorgaande beschouwingen wettigen duidelijk de in dit artikel gebrachte wijzigingen.

ART. 7.

Artikel 7 voorziet zeer billijke verminderingen van de belasting naar gelang van het tijdstip van het jaar waarop een aanyang werd gemaakt met het gebruik van de belaste voertuigen; het gaf slechts aanleiding tot eene wijziging van louter vorm.

ART. 8.

Dit artikel regelt den toestand van de vreemdelingen tegenover den Belgischen fiscus.

ART. 9.

Artikel 9, dat de formaliteiten voorziet die dienen te worden in acht genomen voor de aangifte van de belastbare stof, onderging slechts geringe wijzigingen.

Het eerste lid van dit artikel eischt aangifte vóór 1 Januari van de autos, op dien datum in gebruik.

Voor de later aangeschafte autos, wordt aangifte geëischt op het oogenblik van de aanschaffing en de eigenaar zal, na deze aangifte, acht dagen tijd hebben om de taxe te betalen.

De derde alinea van § 1 veroorlooft den aangever, zijne aangifte geldig te maken voor verscheidene jaren. Het is wel verstaan dat hij alleen dit recht heeft en het enkel door eene bijzondere aangifte kan doen gelden.

Het tweede lid van hetzelfde artikel verplicht de particulieren, die een motorrijtuig verkoopen, daarvan aangifte te doen; deze formaliteit moet niet worden aangezien als eene bedekte verklaring, want niets verplicht de verkoopers, den naam van de koopers op te geven.

De Middenafdeeling stelt insgelijks voor, de 2^e alinea van § 3 van dit artikel te doen wegvallen, daar de vorige §, alsook § 3 van artikel 11 volstaan om de noodige maatregelen te kunnen nemen voor de inning van de belasting.

De Middenafdeeling stelt voor, van den laatsten zin van artikel 9 een § 5 te maken.

ART. 10.

Dit artikel voorziet het geval van mogelijke bezwaarschriften tegen de ontworpen taxering; het gaf geen aanleiding tot eenige bijzondere aanmerking.

ART. 11.

Het eerste lid bepaalt de straffen die, in geval van overtreding der wet, van toepassing zijn; het zijn de straffen die over 't algemeen voorzien zijn door de fiskale wetten; de Middenafdeeling stelt voor, ze aan te nemen.

Het tweede lid past op de overtredingen van de wet al de regelen toe, die gelden voor de overtredingen in zake van personeele belasting, daar de nieuwe taxe alleszins moet gelijkgesteld worden met de personeele belasting; dit spreekt vanzelf.

Het 3^e lid van artikel 11 schijnt wel wat te streng, doch in fiskale zaken is dit het gebruik. Eene toegevoegde nota geeft de verklaring van de woorden: « agenten van het toezicht »; daarover spreken wij dus niet meer. Het zijn, met een woord, de agenten die vermeld zijn in artikel 108 der wet van 18 Juni 1822. De Middenafdeeling wenscht dat met de uiterste kiesheid gebruik worde gemaakt van het recht van opsporing, waartoe de wet machtigt en dat eerder eene niets zeggende formule is dan wel iets anders. Zij erkent dit recht van toegang enkel in de schier openbare stelplaatsen of bewaarplaatsen voor autos. Mits deze voorbehoudingen wordt § 3 van artikel 11 aangenomen.

ART. 12.

Door eene geringe wijziging van dit artikel wenscht de Middenafdeeling te kennen te geven het stellig inzicht van den wetgever die voortaan elke

nieuwe taxe van provincie of gemeente wil beletten, buiten de geoorloofde opeentien.

ART. 13.

Steeds bezorgd voor de financiën van de provinciën en de gemeenten, zal de Regeering aan deze machten, door middel van vergeldende toelagen, het verlies vergoeden, dat de toepassing van deze wet zou kunnen veroorzaken in hunne ontvangsten vergeleken bij die van 1913.

Deze verhooging zal berekend worden na vergelijking van de ontvangsten wegens de taxes op de autos en van die welke zullen verkregen worden door de nieuwe belasting ter vervanging van het evenredig patentrecht.

De ontvangst, door de provinciën opgegeven en die aanleiding zou geven tot vergelding, moet zijn de netto ontvangst door haar geïnd in 1913.

De Middenafdeeling stelt voor, een artikel 13*bis* toe te voegen aan het ontwerp.

ART. 14.

Artikel 14 wordt aangenomen.

Twee leden maken de volgende opmerkingen :

Het ontwerp op de motorrijtuigen werd, benevens de overige ontwerpen, door de Regeering ingediend op 11 Juni met eene voorafgaande *Algemeene Toelichting*. De afdeelingen benoemden dezelfde verslaggever voor de vijf ontwerpen; zoodoende stelden zij feitelijk eene enkele Middenafdeeling in, die zich gelijktijdig onledig hield met al de haar voorgelegde ontwerpen.

Deze ontwerpen vormen een geheel, dat aanleiding geeft tot algemeene opmerkingen.

Doch de Middenafdeeling besliste het verslag over de belasting op de motorrijtuigen reeds heden af te handelen, voordat de overige ontwerpen zijn onderzocht, en te veroorloven dat het onmiddellijk worde neergelegd op het bureau der Kamer, doch zij oordeelde dat de Kamer eerst dan een aanvang moest maken met het onderzoek van de ontwerpen van belastingen en met de algemeene beraadslaging waartoe zij aanleiding zullen geven, wanneer de verslagen over de vijf ontwerpen zijn ingediend.

Dit zoo zijnde, behouden wij ons voor, bij voorkomend geval, tijdens het onderzoek van de verslagen over een van de nog voor de Middenafdeeling aanhangige ontwerpen eene nota in te leveren tot staving van onze stemming over de gezamenlijke ontwerpen van belasting.

Het ontwerp wordt in zijn geheel aangenomen met 5 stemmen tegen 2.

De Verslaggever,
C^{te} PIERRE DE LIEDEKERKE.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

BIJLAGE

Vragen van de Middenafdeeling met de antwoorden van de Regeering.

1^o Vraag.

1^o Welke zijn, bij name, de maatschappijen die, volgens het inzicht van de Regeering, zullen vrijgesteld zijn van de taxe van 30 frank, uit kracht van artikel 6 van het ontwerp (n^o 292)?

2^o Aan de Middenafdeeling werd bericht dat sommige maatschappijen van trams en tramwegen beweren dat zij niet vallen onder de toepassing van de nieuwe belastingen, met name de Brusselsche Tramwegen, enz.

Wil de Regeering ons daarover hare meening te kennen geven?

3^o Welke zal de toestand zijn van de maatschappijen die de lijnen, door de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen aangelegd, in bedrijf nemen?

Antwoord.

1^o Voor de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen, bijna uitsluitend opgericht met de tusschenkomst der openbare machten, zal gelden de vrijstelling, welke is voorzien bij n^o 1 van artikel 6 van het ontwerp.

De ontheffing zal overeenstemmen met de inzichten van den wetgever, die bedoelde maatschappij vrijstelde van het patentrecht en van alle gemeentelijke of provinciale taxes (art. 21 der wet van 28 Mei 1884, vervangen door artikel II der wet van 2 Juni 1885).

De vrijstelling zal ook van toepassing zijn op de voertuigen bestemd tot de openbare diensten van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten.

2^o Al de tramwegmaatschappijen zullen aan de taxe onderhevig zijn.

Krachtens eene bepaling van haar lastkohier, zijn sommige maatschappijen vrijgesteld van elke taxe ten bate van den Staat, van de provincie of van de gemeente, maar deze bepaling kan enkel bedoelen de taxes die op deze maatschappijen alleen van toepassing zouden zijn in den vorm van verdoken weggelden, doch niet de taxes van gemeene recht, m. a. w. die van algemeenen aard.

Anders ware de bepaling ongrondwettelijk, daar artikel 112 der Grondwet elk voorrecht in zake van belastingen buitensluit en bepaalt dat de vrijstellingen enkel door eene wet mogen worden verleend.

Welnu, een lastkohier is geen wet. Wordt het zelfs door de Wetgeving goedgekeurd, toch geeft die goedkeuring aan de overeenkomst niet het

karakter van wet en kan zij niet worden opgeworpen tegen den Staat optredende als souvereine macht voor het innen eener belasting. (PANDECTES BELGES, V^o *Conventions* n^{rs} 21 tot 24, 30, 35 tot 37; zie wet in 't algemeen, n^o 19; Hof van Verbreking, 11 December 1882; Hof van Beroep, Brussel, 14 Mei 1885.)

3^o Zooals de Toelichting vermeldt (bl. 5), kunnen die maatschappijen niet vrijgesteld worden; artikel 11 der wet van 24 Juni 1885 is trouwens van gestrenge toepassing. Het is daarom dat bedoelde maatschappijen altijd het patentrecht betaalden. De voorgestelde taxe zal dus geen noodeloze herhaling zijn; al de maatschappijen, die aan het patentrecht zijn onderhevig, betalen niettemin de grondlasten voor hare onroerende goederen en de personeele belasting voor hare magazijnen, hare werklieden en dienstboden, hare paarden, die tevens koets- en werkpaarden zijn, alsmede voor paarden benuttigd tot het trekken der tram-cars.

2^o Vraag.

Wat moet men bijzonderlijk verstaan door de woorden *agenten van het toezicht* in artikel 11, § 3, van het ontwerp n^o 292 (motorvoertuigen) en in artikel 7 van het ontwerp n^o 293 (kinemas)?

Antwoord.

Door die woorden worden onderscheidenlijk bedoeld de agenten, aangewezen in de artikelen 108 der wet van 28 Juni 1822 op de personeele belasting en 34 der wet van 21 Mei 1819 op het patentrecht.

Artikel 108 der wet van 28 Juni 1822.

« Al de beambten behorende tot het Departement der Ontvangsten,
» alsmede al de beambten aangesteld om de gemeentebelastingen te innen,
» zijn bevoegd om de overtredingen dezer wet vast te stellen, mits zij van
» hunnen aanstellingsbrief voorzien zijn.

Artikel 34 der wet van 21 Mei 1819.

AMTBEAREN EN BEAMBTEN BELAST MET DE UITVOERING. — PROCES-VERBAAL BETREFFENDE DE OVERTREDINGEN.

ART. 34. — « Zijn inzonderheid gelast er voor te zorgen dat geen
» patentplichtige zich onttrekke aan de verplichtingen, welke hem door
» deze wet zijn opgelegd : de hoofden van de gemeentebesturen, de
» bestuurders, inspecteurs, controleurs, ontvangers en dwangbeveldragers
» der rechtstreeksche belastingen, die allen zijn gehouden, al de overtre-

- » dingen van deze wet, waarvan zij mochten kennis krijgen, vast te stellen
- » door een verslag of proces-verbaal opgemaakt op gezag van den eed
- » welken zij onderscheidenlijk als zoodanig hebben afgelegd. Alle andere
- » beëdigde ambtenaren of ambtenaren van den Staat of van de gemeenten
- » zijn eveneens bevoegd om de overtredingen aan te klagen en daarvan
- » akte of proces-verbaal op te maken zooals hierboven is bepaald. »

3^{de} Vraag.

In het antwoord op eene vraag van de Middenafdeeling schrijft gij het volgende :

« De vrijstelling is insgelijks van toepassing op de voertuigen bestemd tot de openbare diensten van den Staat, van de provincie en van de gemeente. »

De Middenafdeeling verlangt juist te weten welke voertuigen niet tot deze reeksen behoren.

Antwoord

De vrijstelling is van toepassing op de voertuigen bestemd tot de openbare diensten van de Staatsspoorwegen, van de posterijen, van bruggen en wegen, van de brandweer, van de hospitalen, enz. ; kortom, tot al de openbare diensten van den Staat, van de provincie of van de gemeente, binnen de grenzen van hunne wettelijke bevoegdheid.

Bijgevolg bedoelt deze ontheffing niet de andere voertuigen die zouden benuttigd worden door de openbare machten, inzonderheid voor het eigen beheer van de tramwegen. Op grond van dezelfde beginselen heeft het Hof van Beroep te Gent verklaard dat de stad Oostende patent moet betalen voor het exploiteeren van de zeebaden en van de concerten in de Koerzaal. (Besluit van 9 Mei 1913.)

AMENDEMENTS

PROJET
DU GOUVERNEMENT
ET
AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR
LA SECTION CENTRALE.

TEKST UITGAANDE VAN
DE REGEERING
EN
AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR
DE MIDDENAFDEELING.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi une taxe annuelle, au profit de l'État, sur les véhicules à moteur servant au transport des personnes.

Sont compris sous cette dénomination, notamment, les voitures automobiles, les motocyclettes, les motocycles, les canots automobiles, les bateaux à vapeur et, en général, tous instruments de locomotion mécanique par terre ou par eau.

ART. 2.

La taxe est due par quiconque emploie pour son propre usage, ou exploite pour le transport des personnes, un ou plusieurs véhicules désignés dans l'article premier, soit qu'il en ait la propriété ou la possession personnelle, soit qu'il en ait la disposition permanente ou habituelle par louage ou autre convention.

ART. 3.

§ 1^{er}. La taxe est fixée, en général, à raison de la puissance du moteur, au taux de 12 francs par cheval-vapeur; les fractions de cheval-vapeur ne dépassant pas la moitié sont négligées et celles dépassant la moitié sont comptées pour une unité.

§ 2. Pour les véhicules employés dans les entreprises de transport en commun, tels que les autobus, les tram-

EERSTE ARTIKEL.

Ten voordeele van den Staat wordt eene jaarlijksche taxe gevestigd op de motorvoertuigen dienende tot het vervoer van personen.

Onder die benaming worden gerangschikt, namelijk : de motorrijtuigen, de motortweewielen, de motorecyels, de motorbooten, de stoomvaartuigen en, in 't algemeen, alle werktuigen tot machinale voortbeweging te land of te water.

ART. 2.

De taxe is verschuldigd door al wie één of meerdere onder het eerste artikel vermelde voertuigen tot zijn eigen gebruik bezigt, of tot het vervoer van personen exploiteert, hetzij hij er den eigendom of het persoonlijk bezit van heeft, hetzij hij, door huur of andere overeenkomst, bestendig of gewoonlijk daarover beschikt.

ART. 3.

§ 1. In 't algemeen, wordt de taxe gesteld naar evenredigheid van de kracht van den motor, tegen 12 frank per eenheid paardekracht; de gedeelten van een eenheid paardekracht welke de helft niet overschrijden, worden verwaarloosd en die welke de helft te boven gaan worden voor eene eenheid gerekend.

§ 2. Voor de voertuigen gebruikt in de ondernemingen van gemeenschappelijk vervoer, zooals de autobussen, de

Amendements de la Section centrale.

Amendementen der Middenafdeeling.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Il est établi une taxe annuelle, au profit de l'État, sur les véhicules à moteur, servant soit au transport des personnes, soit au transport sur route des marchandises.

Sont compris sous cette dénomination, notamment, les voitures automobiles, les motocyclettes, les motocycles, les bateaux et canots à vapeur ou à moteur et, en général, tous instruments de locomotion mécanique par terre ou par eau.

Ten voordeele van den Staat wordt eene jaarlijksehe taxe gevestigd op de motorvoertuigen dienende, hetzij tot het vervoer van personen, hetzij tot het goederenvervoer langs de wegen.

Onder die benaming worden gerangschikt, namelijk : de motorrijtuigen, de motortweewielen, de motoreycles, de stoom- of motorvaartuigen en -booten en, in 't algemeen, alle werktuigen tot machinale voortbeweging te land of te water.

ART. 2.

ART. 2.

Supprimer les mots :

De woorden :

... « pour le transport des personnes ».

... « tot het vervoer van personen », te doen wegvallen

ART. 3.

ART. 3.

Le rédiger ainsi :

Het te doen luiden als volgt :

La taxe est due en raison de la puissance du moteur. Le taux est de 12 francs... (Le reste comme au § 1^{er} du projet.)

De taxe is verschuldigd naar evenredigheid van de kracht van den motor. Zij bedraagt 12 frank per eenheid paardekracht... (Het overige zooals in § 1 van het ontwerp.)

Supprimer le § 2

§ 2 te doen wegvallen.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ways à vapeur ou à l'électricité, les embarcations à vapeur, la taxe est fixée à 30 francs par dizaine de places des véhicules moteurs ou remorqués. Les fractions inférieures à six places sont négligées; à partir de ce nombre, les fractions sont comptées pour une dizaine.

stoom- of electrische tramwegen, de stoomvaartuigen, wordt de taxe gesteld op 30 frank per tiental plaatsen van de motor- of aangehaaktevoertuigen. De breuken van minder dan zes plaatsen worden verwaarloosd; van dit getal af, worden de breuken gerekend voor een tiental.

ART. 4.

ART. 4.

La taxe fixée par le § 1^{er} de l'article 3 est réduite à la moitié pour les véhicules qui, affectés principalement soit à un service public de l'État, de la province ou de la commune, soit à l'exercice d'une profession, sont employés accessoirement à des usages de luxe, de commodité ou d'agrément.

De taxe bepaald door § 1 van artikel 3 wordt tot de helft verminderd voor de voertuigen welke, hoofdzakelijk bestemd hetzij tot een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente, hetzij tot het uitoefenen van een bedrijf, ondergeschikter wijze worden gebezigd tot doeleinden van weelde, van gemak of van vermaak.

Elle est réduite au quart pour les automobiles de place et les autres véhicules donnés en location par course ou voyage.

Zij wordt tot het vierde verminderd voor de huurautomobielen en de andere per rit of reis in huur gegeven voertuigen.

ART. 5.

ART. 5.

La taxe due par le propriétaire d'un véhicule mis à la disposition permanente ou habituelle d'un tiers peut valoir en déduction de celle due par celui-ci, pourvu qu'il soit justifié du louage ou d'une autre convention.

De taxe, verschuldigd door den eigenaar van een voertuig dat bestendig of gewoonlijk ter beschikking van eenen derde gesteld wordt, kan in mindering komen van degene welke door dezen verschuldigd is, mits de huur of eene andere overeenkomst bewezen worde.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 4.

Rédiger et compléter cet article comme il suit :

La taxe fixée par l'article 3 est réduite de moitié :

1° Pour les véhicules qui, affectés principalement soit à un service public de l'État, de la province ou de la commune, soit à l'exercice d'une profession, sont employés accessoirement à des usages de luxe, de commodité ou d'agrément ;

2° Pour tout véhicule taxé au taux plein dont le châssis a plus de cinq années de fabrication ;

3° Pour les bateaux et canots à moteur ou à vapeur.

Elle est réduite au quart pour les automobiles de place, les autobus, les bateaux, les canots et les autres véhicules donnés en location par course ou voyage, ainsi que pour tous les véhicules servant au transport des marchandises sur route.

ART. 5.

(Comme au projet.)

ART. 4.

Dit artikel op te stellen en aan te vullen zooals volgt :

De taxe, bepaald in artikel 3, wordt tot de helft verminderd :

1° Voor de voertuigen welke, hoofdzakelijk bestemd hetzij tot een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente, hetzij tot het uitoefenen van een bedrijf, ondergeschikter wijze worden gebezigd tot doeleinden van weelde, van gemak of van vermaak ;

2° Voor elk voertuig, met de volle taxe belast, waarvan het onderstel sedert meer dan vijf jaren is gemaakt ;

3° Voor de motor- of stoomvaartuigen en -booten ;

Zij wordt, tot het vierde verminderd voor de huurautomobielen, de autobussen, de vaartuigen, de booten en de andere per rit of reis in huur gegeven voertuigen, alsmede voor alle voertuigen dienende tot het goederenvervoer langs de wegen.

ART. 5.

(Zooals in het ontwerp).

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 6.

Sont exempts de la taxe :

1^{re} Les véhicules affectés exclusivement à un service public de l'Etat, de la province ou de la commune ;

2^e Ceux qui sont employés à l'essai par les fabricants ou marchands ou par leurs employés.

ART. 6.

Zijn van de taxte vrijgesteld :

1^o De voertuigen uitsluitend aangewend tot een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente ;

2^o Degene die op de proef worden gebruikt door de fabrikanten of handelaars of door hunne beambten.

ART. 7.

La taxe, au taux plein ou au taux réduit, est due en entier par celui qui fait usage du véhicule avant le 1^{er} juillet ; il n'en est dû que la moitié si l'usage commence dans le troisième trimestre, et elle n'est pas exigible si l'usage commence dans le quatrième trimestre.

ART. 7.

De taxe, berekend tegen het vol of tegen het verminderd aanslagcijfer, is in haar geheel verschuldigd door dengene die van het voertuig gebruik maakt vóór den 1^{sten} Juli ; de helft er van is slechts verschuldigd indien het gebruik in het derde trimester begint, en zij is niet invorderbaar wanneer het gebruik in het vierde trimester begint.

ART. 8.

La taxe n'est due, pour les véhicules employés en Belgique par des personnes n'ayant ni domicile, ni résidence, ni établissement fixe dans le pays, que si le séjour ou les séjours réunis dépassent trois mois par an.

Dans ce cas, la taxe est fixée à un franc par cheval-vapeur et par mois de séjour ; toute fraction inférieure à seize jours est négligée.

ART. 8.

Door personen hebbende noch woon-, noch verblijfplaats, noch vaste nederzetting in het land, is, voor de voertuigen in België gebezigd, de taxte slechts verschuldigd indien het verblijf of de herhaalde verblijven, samengenomen, drie maanden per jaar overtreffen.

In dit geval, wordt de taxte gesteld op één frank per eenheid paardekracht en per maand verblijf ; elke breuk van minder dan zestien dagen wordt verwaarloosd.

Amendements de la Section centrale.

ART. 6.

Les 1^o et 2^o comme au projet.

Ajouter les numéros 3^o et 4^o suivants :

3^o *Ceux qui sont employés par la Société nationale des chemins de fer vicinaux ou les sociétés exploitant les lignes de la Société nationale des chemins de fer vicinaux, ainsi que ceux employés par les tramways concédés ;*

4^o *Les bateaux à moteur ou à vapeur servant au transport en commun des personnes.*

ART. 7.

Comme au projet sauf remplacer « in fine » le mot « exigible » par le mot : « due ».

ART. 8.

(Comme au projet.)

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 6.

N^{rs} 1^o en 2^o zooals in het ontwerp.

De hiernavolgende nummers 3^o en 4^o toe te voegen :

3^o *Degene die worden gebruikt door de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen of de maatschappijen exploiteerende de lijnen der Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen, alsmede die gebezigd door de geconcedeerde tramwegen ;*

4^o *De motor- of stoomvaartuigen dienende tot gemeenschappelijk personenvervoer.*

ART. 7.

Zooals in het ontwerp, behalve dat aan 't slot het woord « invorderbaar » moet worden vervangen door het woord : « verschuldigd ».

ART. 8.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

ART. 9.

§ 1^{er}. La taxe est payable avant le 1^{er} janvier si le véhicule imposable est employé à cette date, et, dans le cas contraire, préalablement à tout usage, sur la déclaration faite par le redevable au bureau du receveur des contributions du ressort.

Cette déclaration peut être rendue valable jusqu'à révocation.

En cas d'acquisition ou de remplacement du véhicule avant le 1^{er} octobre, le redevable est tenu d'en faire la déclaration dans la huitaine et d'acquitter immédiatement la taxe ou le supplément de taxe.

§ 2. Celui qui vend ou cède un véhicule imposable doit en faire la déclaration dans la huitaine.

§ 3. Un arrêté royal détermine les règles à suivre pour les déclarations ainsi que pour l'établissement, la constatation et le contrôle de la puissance des moteurs.

Le Gouvernement est autorisé à prendre des mesures spéciales en vue d'empêcher les fraudes, notamment en ce qui concerne les véhicules employés à l'essai.

§ 4. A défaut de déclaration dans le délai prescrit, ou en cas d'insuffisance de la déclaration, le redevable peut être taxé d'office par le contrôleur des contributions, sauf le droit de réclamation et de recours.

La taxe établie d'office est payable immédiatement; elle est assimilée en tous points à la contribution personnelle.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 9.

§ 1. De taxe is betaalbaar vóór 1 Januari indien het belastbaar voertuig op dien datum in gebruik is, en, in het tegenovergesteld geval, vóór alle gebruik, op aangifte door den schatplichtige gedaan ten kantore van den ontvanger der belastingen van het gebied.

Die aangifte kan tot wederopzeggens toe geldig gemaakt worden.

Ingeval van aankoop of van vervanging van het voertuig vóór den 1^{sten} October, is de schatplichtige gehouden daarvan aangifte te doen binnen de acht dagen en dadelijk de taxe of de aanvullingstaxe te betalen.

§ 2. Degene, die een belastbaar voertuig verkoopt of overlaat, moet daarvan aangifte doen binnen de acht dagen.

§ 3. Een koninklijk besluit stelt de regelen vast, in acht te nemen voor de aangiften, alsmede voor de bepaling, de opneming en de contrôle van de kracht der motoren.

De Regeering wordt er toe gemachtigd bijzondere maatregelen te treffen ten einde het bedrog te keer te gaan, inzonderheid betreffende de voertuigen gebezigd op de proef.

§ 4. Bij gebreke van aangifte binnen den voorgeschreven termijn, of ingeval van ontoereikendheid der aangifte, kan de schatplichtige door den controleur der belastingen van ambtswege in de taxe aangeslagen worden, behoudens het recht van beklag en van beroep.

De van ambtswege gevestigde taxe is dadelijk betaalbaar; zij wordt in alle opzichten met de personeele belasting gelijkgesteld.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 9.

ART. 9.

Rédiger le 3^e alinéa comme il suit :

En cas d'acquisition ou de remplacement du véhicule avant le 1^{er} octobre, le redevable est tenu d'en faire la déclaration immédiatement et d'acquitter la taxe ou le supplément de taxe dans la huitaine.

Het 3^{de} lid te doen luiden als volgt :

Ingeval van aankoop of van vervanging van het voertuig vóór den 1^o October, is de schatplichtige gehouden daarvan dadelijk aangifte te doen en de taxe of de aanvullingstaxe te betalen binnen de acht dagen.

Supprimer l'alinéa 2 du § 3.

Het 2^{de} lid van § 3 te doen wegvallen.

Modifier comme il suit le dernier alinéa :

La taxe établie d'office est payable immédiatement.

§ 5. La taxe est assimilée en tous points à la contribution personnelle.

Het laatste lid te wijzigen als volgt :

De van ambtswege gevestigde taxe is dadelijk betaalbaar.

§ 5. De taxe wordt in alle opzichten gelijkgesteld met de personeele belasting.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regering.

ART. 10.

Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être adressée, dans les trois mois du paiement litigieux ou de la taxation d'office, au directeur provincial des contributions, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision, dans les formes et délais stipulés par les articles 6 et suivants de la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

ART. 11.

§ 1^{er}. Les contraventions à la présente loi ou aux dispositions prises pour son exécution sont punies, indépendamment de la taxe ou du supplément exigible, d'une amende de 50 à 1,000 francs et subsidiairement d'un emprisonnement d'un à huit jours.

§ 2. Les articles 108 à 117 de la loi du 28 juin 1822, relatifs aux procès-verbaux de contravention et aux poursuites en matière de contribution personnelle, sont applicables aux dites infractions.

§ 3. En cas de suspicion de fraude, les agents de la surveillance, munis de leur commission, sont autorisés à visiter, sans aucune assistance, les garages ou autres lieux de dépôt de véhicules

ART. 10.

Elk bezwaarschrift moet, op straffe van verval, binnen drie maanden na de betwiste betaling of na taxering van ambtswege, worden ingediend bij den provincialen bestuurder der belastingen; deze doet uitspraak bij eene met redenen omkleede beslissing.

Van die beslissing kan in hooger beroep of in cassatie worden gegaan in de vormen en binnen de tijdrumten bepaald bij de artikelen 6 en volgende der wet van 6 September 1895 betreffende de fiskale aanslagen in zake van rechtstreeksche belastingen.

ART. 11.

§ 1. De overtredingen van deze wet of van de bepalingen, genomen tot uitvoering daarvan, worden gestraft, onge-rekend de taxe of de invorderbare aanvullingstaxe, met eene boete van 50 tot 1,000 frank en, op vervangende wijze, met eene gevangenisstraf van één tot acht dagen.

§ 2. De artikelen 108 tot 117 der wet van 28 Juni 1822, betreffende de processen-verbaal van overtreding en de vervolgingen in zake personeele belasting, zijn van toepassing op voormelde overtredingen.

§ 3. Ingeval van vermoeden van bedrog, zijn de agenten van het toezicht, voorzien van hunnen aanstellingsbrief, bevoegd om zonder eenigen bijstand, de stel- of andere bergplaatsen van

Amendements de la Section centrale.

ART. 10.

(Comme au projet.)

ART. 11.

(Comme au projet.)

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 10.

(Zoals in het ontwerp.)

ART. 11.

(Zoals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.**Ontwerp van de Regeering.**

imposables. Tout refus opposé à leur visite est passible de l'amende visée au § 1^{er} du présent article.

belastbare voertuigen te onderzoeken. Alle verzet tegen hun onderzoek is strafbaar met de boete voorzien bij § 1 van dit artikel.

ART. 12.**ART. 12.**

§ 1^{er}. Les impositions provinciales et communales, actuellement établies sur les automobiles, motocyclettes et motocycles, seront abolies à partir de l'année 1914.

Les additionnels provinciaux et communaux à la taxe créée par la présente loi ne pourront dépasser respectivement 75 % et 25 % de cette taxe.

§ 1. De provincie- en gemeentebelastingen, thans op de motorrijtuigen, motortweewielen en motoreycles gevestigd, worden afgeschaft met ingang van het jaar 1914.

De provincie- en gemeenteopcentiemen op de taxe, bij deze wet ingesteld, mogen respectievelijk 75 t. h. en 25 t. h. van deze taxe niet te boven gaan.

Disposition transitoire.**Overgangsbepaling.****ART. 13.****ART. 13.**

Si le montant net des additionnels, perçus d'après les quotités respectives, fixées par l'article 12, n'atteint pas le dernier montant net des impositions abolies par cet article, le Gouvernement allouera annuellement aux provinces et aux communes intéressées des subsides compensateurs, déduction faite éventuellement de l'augmentation des ressources provinciales ou communales provenant de la taxe substituée au droit de patente proportionnel et à la redevance proportionnelle sur les mines.

Indien het zuiver bedrag der opcentiemen, geheven volgens de respectieve percentcijfers, door artikel 12 vastgesteld, niet het laatste zuiver bedrag bereikt van de bij dit artikel afgeschaftte belastingen, zal de Regeering jaarlijks aan de belanghebbende provinciën en gemeenten vergeldende toelagen verleen, na aftrek, bij voorkomend geval, van de vermeerdering der provincie- of gemeentemiddelen voortvloeiende uit de taxe komende in de plaats van het evenredig patentrecht en van het evenredig mijnrecht.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 12.

Rédiger et compléter ainsi l'article 12 :

§ 1^{er}. Les impositions provinciales et communales, actuellement établies sur les automobiles, motocyclettes et motocycles, *sont abolies*.

§ 2. *Seuls pourront être établis* des additionnels provinciaux et communaux à la taxe créé par la présente loi, ils ne pourront dépasser respectivement 75 % et 25 % de cette taxe.

ART. 13.

(Comme au projet.)

ART. 12.

Artikel 12 op te stellen en aan te vullen zooals volgt :

§ 1. De provincie- en gemeentebeastingen, thans op de motorrijtuigen, motortweewielen en motorcycles gevestigd, *zijn afgeschaft*.

§ 2. *Enkel mogen worden gevestigd* provincie en gemeentecopcentiemen op de taxe, bij deze wet ingesteld; zij mogen respectievelijk 75 t. h. en 25 t. h. van deze taxe niet te boven gaan.

ART. 13.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.
—**Ontwerp van de Regeering.**
—**ART. 14.**

La présente loi est exécutoire à partir du 1^{re} janvier 1914.

ART. 14.

Deze wet is uitvoerbaar met ingang van 1 Januari 1914.

Amendements de la Section centrale.

ART. 13^{bis} (nouveau).Ajouter un article 13^{bis} ainsi conçu :

A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les automobiles cesseront d'être compris dans le mobilier imposable à la contribution personnelle.

ART. 14.

(Comme au projet.)

Amendementen der Middenafdeeling.

ART. 13^{bis} (nienw).Een artikel 13^{bis} toe te voegen luidende :

Te rekenen van het in werking treden van deze wet, worden de motorrijtuigen niet langer begrepen in het aan de personeele belasting onderhevig mobilair.

ART. 14.

(Zooals in het ontwerp.)